



Implantation de la Légion étrangère sur le plateau du Larzac : 1 410 emplois générés en 2017

Nouvellement installée sur le plateau du Larzac, la 13^e demi-brigade de Légion étrangère (13^e DBLE), rassemble 1 047 militaires et civils fin 2017. Les commandes passées auprès d'établissements locaux pour assurer le fonctionnement quotidien du camp et pour adapter son infrastructure à la montée en puissance de l'effectif de la 13^e DBLE occupent l'équivalent de 71 salariés. Ces derniers, comme le personnel du camp, consomment et investissent pour faire face à leurs besoins et à ceux de leurs familles. Ces achats en alimentation, logement ou divers services mobilisent l'équivalent de 290 salariés. Au final, l'implantation de la 13^e DBLE génère 1 408 emplois en 2017, dont 91 % se situent dans le bassin de vie de Millau : ils représentent sur ce territoire 11 % de l'emploi salarié total.

Christophe Bordet, Magali Flachère, Insee

À cheval sur les communes de La Cavalerie, Millau et Nant en Aveyron, le camp du Larzac existe depuis 1902 (figure 1). Après avoir abrité la centaine de militaires et civils du Centre d'entraînement de l'infanterie au tir opérationnel (CEITO), il accueille depuis

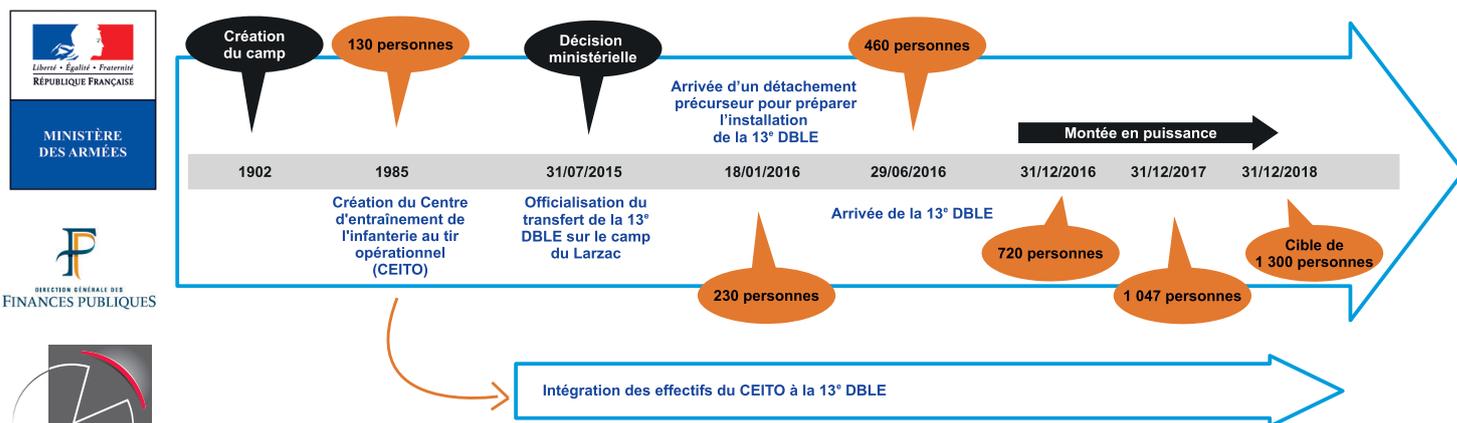
2016 la 13^e demi-brigade de Légion étrangère (encadré 1).

L'installation de la 13^e DBLE nécessite des travaux majeurs d'infrastructure, d'une part pour pouvoir loger l'ensemble des légionnaires, d'autre part pour adapter et moderniser les installations en place et en

créer de nouvelles. Bien que d'envergure, cette extension se fait à périmètre constant, sur les 3 200 hectares historiques du camp. Compte tenu de leur ampleur, les travaux débutés en 2016 s'étaleront jusqu'en 2023. Le ministère des Armées s'est attaché à privilégier dans ses dépenses les petites

1 Le camp du Larzac abrite la 13^e DBLE depuis le 29 juin 2016

Historique du camp du Larzac



Note : les effectifs mentionnés correspondent au total des personnes (militaires et civils) présentes sur le camp à une date donnée.
Source : ministère des Armées



et moyennes entreprises (PME), notamment locales. Elles sont sollicitées non seulement pour les travaux d'infrastructure, mais aussi pour les dépenses courantes, d'alimentation ou d'entretien des locaux par exemple.

Cette étude mesure l'impact de l'implantation de la 13^e DBLE sur l'emploi local¹ en 2016 et 2017 (*méthodologie*), soit lors de ses premières années de présence sur le plateau du Larzac. L'inscription économique est mesurée sous deux angles : l'installation même du camp, au travers des travaux conséquents d'infrastructure qu'elle a nécessités et qui sont par nature transitoires, et les dépenses de fonctionnement courant, qui s'inscrivent sur du long terme. Deux études complémentaires permettront de suivre la montée en charge sur l'année 2019 puis 2023, jusqu'à l'atteinte d'un régime de croisière.

La 13^e DBLE compte 1 047 personnes en 2017 sur le plateau du Larzac

L'implantation de la 13^e DBLE au sein du camp du Larzac (130 personnes - militaires et civils - en 2015) monte en puissance en 2016 (720 personnes au 31 décembre) et 2017 (1 047 personnes) (*figure 2*). L'effectif cible sera atteint à l'automne 2018, avec 1 300 militaires et civils.

La 13^e DBLE compte logiquement une majorité de légionnaires, autour de 70 % des effectifs, principalement logés sur place (*figure 3*). En effet, le statut des légionnaires est tel que durant les cinq premières années de recrutement, leur vie est entièrement régie par le régiment : nourriture, hébergement, déplacements, démarches administratives, habillement ou encore santé sont pris en charge par l'institution. Ils peuvent quitter le camp en dehors des heures de service mais leurs déplacements sont limités par l'impossibilité de posséder une voiture. Par la suite, les règles s'assouplissent, ce qui les autorise par exemple à ne pas rester célibataire et à s'installer le cas échéant en famille en dehors du camp.

Les officiers et sous-officiers représentent 27 % des effectifs en 2017. Ils vivent soit dans le camp en tant que célibataires géographiques (*définitions*), soit avec leurs familles dans les communes alentour. Enfin, quelques dizaines de civils, en charge notamment de travaux administratifs ou de maintenance mécanique, complètent ces effectifs. Ils résident en dehors du camp.

De manière générale, les militaires et civils installés en dehors du camp privilégient les communes proches, puisque 6 sur 10 résident à La Cavalerie ou à Millau. Ils vivent dans des familles plus nombreuses que la moyenne, de l'ordre de 3,8 personnes, contre 2,7 dans le département de l'Aveyron. En tenant compte des familles, 1 550 personnes dépendent ainsi directement de la 13^e DBLE en 2016 et 2 083 en 2017.

¹ Seuls les établissements situés à moins de deux heures de route de La Cavalerie sont pris en compte.

Encadré 1

La 13^e DBLE, un régiment symbolique

À sa création en 1940 pour combattre au sein des Forces françaises libres, la 13^e DBLE regroupe des effectifs issus de l'ensemble des régiments de la Légion étrangère. Il en est de même en 2016, lors de son installation sur le plateau du Larzac.

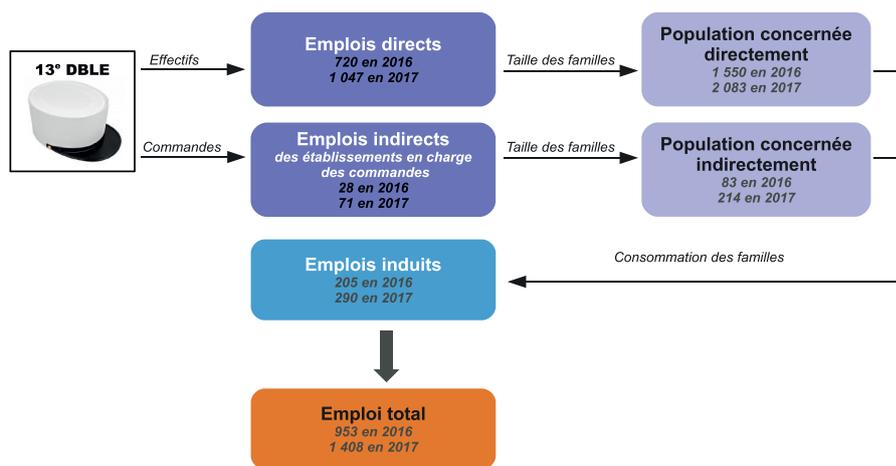
Spécialisée dans le combat débarqué, la 13^e DBLE est un régiment d'infanterie intégré à la 6^e brigade légère blindée (Nîmes). Elle possède les mêmes missions que les autres régiments (engagement opérationnel, hors ou sur le territoire national) et les mêmes place et statut que les autres régiments étrangers au sein de la Légion.

En s'implantant sur le plateau du Larzac, la 13^e DBLE s'installe pour la première fois de son histoire en France métropolitaine.

La 13^e DBLE s'articule aujourd'hui en huit compagnies : cinq compagnies de combat, une compagnie de commandement et de logistique, une compagnie d'appui et une compagnie de camp. À celles-ci s'ajoute une compagnie de réserve.

2 En 2017, la 13^e DBLE génère 1 408 emplois dans sa zone d'influence

Répartition des trois catégories d'emplois générés par la 13^e DBLE (emplois directs, indirects et induits) en 2016 et 2017



Lecture : en 2017, la 13^e DBLE regroupe 1 047 civils et militaires (emplois directs). Pour ses dépenses courantes et ses travaux d'infrastructure, la 13^e DBLE passe des commandes qui correspondent, sur le territoire d'étude, à l'emploi (d'un équivalent) de 71 personnes (emplois indirects). Ces personnes ainsi que les personnels de la 13^e DBLE, comme les membres de leur famille, consomment sur le territoire d'étude et génèrent alors des emplois dits induits. L'ajout des membres de leurs familles conduit à 2 083 personnes pour les personnels de la 13^e DBLE et à 214 pour les entrepreneurs. Leurs consommations génèrent l'emploi de 290 personnes (emplois induits). Au total, la 13^e DBLE génère ainsi 1 408 emplois dans sa zone d'influence.

Sources : ministère des Armées ; DRFIP Occitanie, données 2016 et 2017 ; Insee, Epre 2016 et 2017, recensement de la population 2015

3 En 2017, 64 % du personnel de la 13^e DBLE loge sur le camp

Effectifs de la 13^e DBLE en 2016 et 2017

	2016		2017	
	Effectifs	Part des effectifs logeant sur le camp (%)	Effectifs	Part des effectifs logeant sur le camp (%)
Légionnaires	461	80	720	82
Sous-officiers	160	38	229	36
Officiers	45	0	55	0
Civils	54	0	43	0
Ensemble	720	60	1 047	64

Source : ministère des Armées

Les PME, principales bénéficiaires des travaux d'infrastructure

En 2016, 24 établissements situés dans les environs de La Cavalerie sont sollicités, en tant que fournisseurs, sous-traitants ou prestataires de services, pour réaliser des travaux d'infrastructure dans le camp. Sur les 3,1 millions d'euros facturés, 80 % relèvent de PME, les 20 % restants de microentreprises (*définitions*) (*figure 4*).

En 2017, le montant des commandes s'accroît avec l'accélération des travaux

pour atteindre 8,7 millions d'euros, répartis dans 40 établissements. Cette hausse des commandes profite davantage aux PME qu'aux microentreprises. Plusieurs commandes ont été réalisées par des entreprises de taille intermédiaire (ETI), mais le montant des travaux qu'elles ont effectués reste faible.

Les travaux d'infrastructure ont occupé sur le territoire l'équivalent de 26 salariés en 2016 et de 52 en 2017 (emplois dits « indirects » - *méthodologie*).

Peu d'emplois générés localement par les dépenses courantes

Le fonctionnement quotidien d'une entité militaire n'est pas directement comparable à celui d'une entreprise classique. Une grande partie des dépenses nécessaires pour faire fonctionner le camp et répondre aux besoins du personnel relèvent en effet de marchés publics nationaux. C'est par exemple le cas pour l'alimentation dont 80 % du budget est régi par un marché national. Seuls les 20 % restants peuvent alors faire l'objet d'un approvisionnement auprès d'établissements locaux. Pour cette raison, mais aussi du fait de l'arrivée encore limitée et progressive des militaires, seulement 147 000 euros de dépenses courantes sont facturés aux établissements locaux en 2016, représentant l'équivalent de 2 salariés. La montée en puissance des effectifs du camp se fait cependant ressentir en 2017 avec un montant des commandes de fonctionnement multiplié par 4, et l'équivalent de 19 salariés occupés.

La moitié de ces dépenses concernent l'entretien des bâtiments, puis vient l'alimentation : pain, produits frais et boissons pour les repas, produits divers à destination du foyer du camp, etc.

Au total, les commandes passées par la 13^e DBLE pour les dépenses courantes et les travaux d'infrastructure occupent l'équivalent de 28 salariés en 2016 et de 71 en 2017. Les bassins de vie (*définitions*) de Rodez et Millau fournissent l'essentiel de cette main-d'œuvre. En 2016, 30 % des effectifs sont localisés dans le premier et 40 % dans le second. En 2017, la hausse des commandes profite aux deux bassins de vie, mais de manière plus soutenue pour celui de Rodez (56 % des effectifs contre 27 % pour celui de Millau).

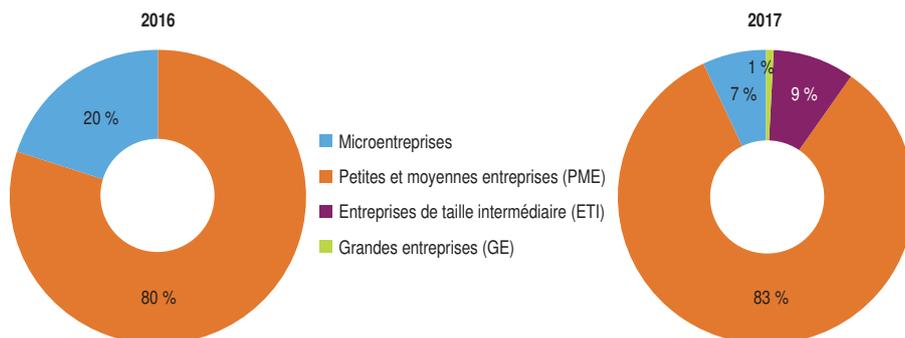
Ces salariés, qui bénéficient de l'activité de la 13^e DBLE ont généralement une famille. En tenant compte des familles des salariés, l'équivalent de 83 personnes en 2016 et de 214 en 2017 dépendent indirectement de la 13^e DBLE.

De nombreux emplois pour répondre à la consommation des familles

La 13^e DBLE génère des revenus, directement pour ses effectifs militaire et civil, et indirectement pour les personnes travaillant dans les établissements sollicités pour les travaux d'infrastructure du camp ou pour les dépenses courantes. À son tour, chacun consomme et investit pour lui-même et sa famille : alimentation, habillement, logement, services, autant de besoins qui trouvent satisfaction à proximité des lieux de résidence (*méthodologie*) et induisent de nouveaux emplois. Seul cas particulier : les militaires logeant au sein même du camp d'une part vivent en tant que célibataire, et d'autre part consomment en partie les produits fournis par le camp. En conséquence, les

4 Les travaux d'infrastructure sont très majoritairement réalisés par des PME

Répartition du montant des travaux d'infrastructure par catégorie d'entreprises (en %)



Lecture : en 2017 sur le territoire d'étude, 83 % du montant des travaux d'infrastructure sont facturés par des PME.

Sources : ministère des Armées ; Insee, Lifi 2015

dépenses effectuées auprès d'établissements locaux s'en trouvent atténuées. En 2016, la consommation des 1 633 habitants directement ou indirectement concernés sur le territoire d'étude (*méthodologie*) induit l'équivalent de 205 emplois salariés. En 2017, cet emploi induit progresse en lien avec la montée en puissance de l'effectif du camp et des travaux d'infrastructure, pour atteindre l'équivalent de 290 salariés répondant aux besoins quotidiens de 2 297 personnes.

L'emploi généré par la consommation des familles se localise surtout dans le bassin de vie de Millau, là où les trois quarts habitent : légionnaires et sous-officiers logés sur le camp, familles des autres personnels militaires et civils et des salariés des établissements sollicités par le camp. Ce sont ainsi 1 700 personnes en 2017 (respectivement 1 200 en 2016) qui vivent dans ce bassin de vie et dont un membre de la famille bénéficie directement ou indirectement de l'activité de la 13^e DBLE. Le bassin de vie de Millau totalise les trois quarts de l'emploi induit, représentant l'équivalent de 211 personnes en 2017 (et de 156 en 2016).

Peu de militaires et civils de la 13^e DBLE se sont installés dans le bassin de vie de Rodez. En revanche en 2017, les établissements de ce bassin de vie sont davantage sollicités pour

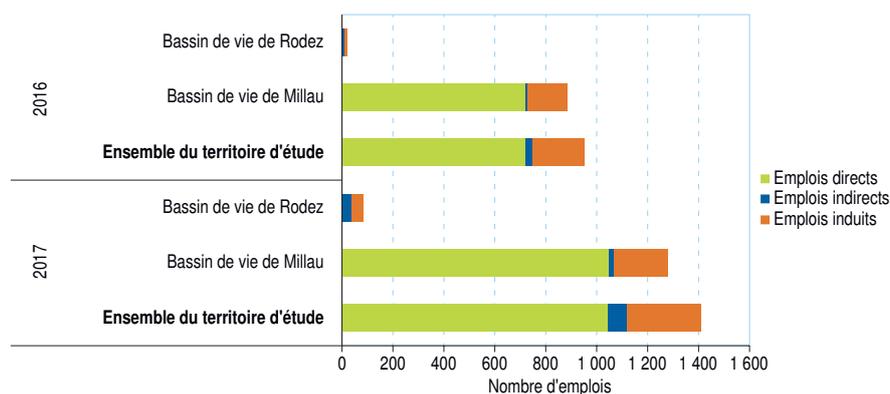
réaliser les travaux d'infrastructure, avec pour conséquence une augmentation sur ce territoire de l'emploi induit par la consommation des familles concernées. Au final, l'équivalent de 44 personnes répondent aux besoins de l'ensemble des familles du bassin de vie de Rodez en 2017, soit 4 fois plus qu'en 2016.

Une influence significative de la 13^e DBLE sur l'emploi du bassin de vie de Millau

De la 13^e DBLE dépendent donc trois catégories d'emplois : l'emploi direct (personnel du camp), l'emploi indirect (salariés mobilisés dans le cadre du fonctionnement courant du camp ou des travaux d'infrastructure) et l'emploi induit (salariés sollicités pour répondre aux besoins de consommation et de services des populations concernées directement ou indirectement). Au total, l'emploi généré par le camp correspond à l'équivalent de 953 salariés en 2016 et 1 408 en 2017. Le bassin de vie de Millau regroupe 93 % des effectifs en 2016 et 91 % en 2017 (*figure 5*). L'influence économique de la 13^e DBLE sur ce territoire est significative : en 2016, ces emplois générés par la présence du camp représentent 8 % de l'emploi salarié du bassin de Millau et 11 % en 2017. À l'échelle du département, ils correspondent à 1 % de l'emploi salarié total en 2016 et 2 % en 2017. ■

5 Le bassin de vie de Millau regroupe l'essentiel des emplois liés à la 13^e DBLE

Localisation par bassin de vie des trois catégories d'emploi (emplois directs, indirects et induits)



Sources : ministère des Armées ; DRFIP Occitanie, données 2016 et 2017 ; Insee, Epure 2016 et 2017, recensement de la population 2015

Encadré 2

Le mot du partenaire : des externalités sociales et environnementales positives suite à l'arrivée de la Légion étrangère

L'arrivée de plus de 200 familles de militaires a généré, sur le territoire, de nombreux effets positifs.

D'un point de **vue social**, elle a tout d'abord été le déclencheur de la construction d'un collège sur le secteur sud de l'Aveyron, qui accueillera les enfants des populations nouvellement installées sur le plateau du Larzac tout en allégeant les effectifs du collège de Millau. Elle a ensuite un impact mesurable sur l'activité de la maternité de Millau. Ainsi en 2017, 14 naissances sont recensées au sein des familles de légionnaires sur les 260 de la maternité, soit 5,4 %. Toujours dans le domaine de la petite enfance, le ministère des Armées met à disposition de la communauté de communes Larzac et Vallées, des locaux pour une crèche ouverte à la fois aux enfants de militaires et des autres habitants. De manière plus générale, l'arrivée de la Légion a accéléré le projet de création d'une maison de santé à La Cavalerie dont la livraison est prévue courant 2019.

Les travaux pour adapter l'infrastructure du camp ont été conduits avec la volonté de répondre aux enjeux majeurs de **développement durable** : réduire la consommation en énergies fossiles, promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables et préserver la ressource en eau. Sur une majorité des bâtiments anciens et conservés, une rénovation énergétique a ainsi été effectuée. Concernant les bâtiments neufs, l'opération d'infrastructure principale s'inscrit dans une démarche de haute qualité environnementale, se traduisant par la construction d'une chaufferie biomasse au bois alimentée par la filière locale, l'installation de panneaux solaires thermiques pour la production d'eau chaude sanitaire, l'installation de panneaux solaires photovoltaïques pour rendre le camp autonome en électricité, ainsi que la mise en place de systèmes de récupération des eaux pluviales.

Enfin, le ministère des Armées a introduit des **clauses sociales** dans ses marchés d'infrastructure : un objectif de 50 000 heures d'insertion est fixé sur la durée des travaux afin d'offrir des opportunités d'accès ou de retour à l'emploi à des personnes rencontrant des difficultés d'insertion (travailleurs handicapés, demandeurs d'emploi de longue durée, etc.).

Définitions

Quatre **catégories d'entreprises** sont définies par la loi de modernisation de l'économie de 2008 : les petites et moyennes entreprises (PME), et parmi elles les microentreprises ; les entreprises de taille intermédiaire (ETI) et les grandes entreprises (GE). La catégorie d'appartenance de l'entreprise est déterminée selon son effectif, son chiffre d'affaires et le total de son bilan. Selon cette classification, les PME occupent moins de 250 personnes, ont un chiffre d'affaires annuel inférieur à 50 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 43 millions d'euros.

Célibat géographique : situation dans laquelle se trouve un militaire vivant en couple qui, du fait de son affectation professionnelle, habite un domicile différent du domicile familial plus de 6 mois par an.

Bassin de vie : plus petite maille territoriale sur laquelle les habitants ont accès à la fois à l'emploi et aux équipements de la vie courante (commerces, services à la population).

Méthodologie : méthode d'estimation des emplois liés à la 13^e DBLE

L'influence économique de la 13^e DBLE se mesure selon trois effets ou catégories d'emploi : direct, indirect et induit.

L'emploi direct correspond aux personnels (militaires et civils) de la 13^e DBLE. Les informations sur la composition de leurs familles et leurs lieux de résidence sont fournies par le ministère des Armées et permettent de déterminer la **population concernée directement** par l'installation du camp.

En sollicitant des établissements locaux pour réaliser des travaux d'infrastructure ou pour assurer son fonctionnement courant, la 13^e DBLE génère des **emplois indirects**. Ils correspondent à la part des emplois salariés nécessaires pour répondre aux commandes passées par la 13^e DBLE. Pour les estimer, une méthode a été mise en œuvre avec la DRFIP Occitanie qui consiste à combiner la source fiscale avec les sources administratives utilisées par l'Insee. La méthode de calcul consiste à imputer pour chaque établissement un équivalent d'emplois dédié à l'activité et aux besoins de la 13^e DBLE, *au prorata* du montant des commandes passées par la 13^e DBLE dans leur chiffre d'affaires.

Seules les commandes correspondant à un montant significatif ont été conservées, avec un seuil minimum de 1 000 euros pour le fonctionnement courant et de 10 000 euros pour les travaux d'infrastructure. Les commandes à destination d'établissements lointains (voir infra : territoire d'étude) ont également été exclues.

Les familles des salariés sont prises en compte en appliquant la taille moyenne de l'ensemble des ménages du bassin de vie comprenant au moins un actif en emploi, ce qui permet de déterminer la **population concernée indirectement** par la 13^e DBLE. Par convention, les lieux de résidence (et donc de consommation) sont assimilés aux lieux de travail.

Les **emplois induits** correspondent aux emplois nécessaires pour satisfaire les besoins des populations concernées directement ou indirectement, estimés à partir de ratios de consommation des familles (recensement de la population et DADS).

Interprétation des emplois indirects et induits

Les volumes d'emplois indirects et induits sont à interpréter en tant qu'« équivalent salarié » puisque derrière un emploi peuvent se cacher plusieurs salariés consacrant seulement une partie de leur temps à la satisfaction des commandes (emplois indirects) ou des besoins des familles (emplois induits).

Territoire d'étude

L'influence de la 13^e DBLE n'est significative que dans une zone restreinte autour du camp du Larzac. Le territoire d'étude se limite ainsi au département de l'Aveyron (là où la grande majorité du personnel du camp vit et où la plupart des établissements sollicités sont implantés), auquel sont ajoutés des territoires du Tarn et de l'Hérault proches du plateau du Larzac où sont installés des établissements travaillant avec la 13^e DBLE.

Insee Occitanie

36, rue des Trente-Six Ponts
BP 94217
31054 TOULOUSE Cedex 4

Directrice de la publication :
Caroline JAMET

Rédactrice en chef :
Michèle EVEN

Mise en page et impression :
Agence Elixir, Besançon

ISSN : 2492-1629 (version imprimée)
ISSN : 2493-4178 (version en ligne)

© Insee 2019

Pour en savoir plus

- « La Défense dans les régions », EcoDef n° 80, *Observatoire Économique de la Défense*, juin 2016
- « Les aides de l'État aux territoires concernés par les restructurations des armées », *rapport de la Cour des comptes*, décembre 2014
- « La Légion étrangère, corps d'élite, au 21^e siècle », *rapport de l'Assemblée nationale*, Marylise Lebranchu, janvier 2010

